



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

POUVOIR ADJUDICATEUR (PA)

ÉTAT - MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
PRÉFET DE MAYOTTE

REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR (RPA)

SERVICE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE DE LA POLICE NATIONALE DE MAYOTTE

OBJET DE LA CONSULTATION

Jumelles à vision nocturne

DANS LE CADRE DES MISSIONS DES FSI DÉPLOYÉES À MAYOTTE

PROCEDURE

APPEL A COMPÉTENCE / DEMANDE D'INFORMATIONS

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES

22 MARS 2024 - 14H00

RÉFÉRENCE PUBLIQUE POUR LA DÉMATÉRIALISATION

SATPN976-RFI-2024-JVN

Table des matières

-	Article 1 – AVERTISSEMENT.....	3
-	Article 2 – CONTEXTE.....	3
-	Article 3 – LES BESOINS DE LA PREFECTURE DE MAYOTTE.....	4
-	Article 4 – EXIGENCES FONCTIONNELLES.....	4
-	Article 5 – MODALITE DE MISE EN OEUVRE DE L'APPEL A COMPETENCE.....	6
-	Article 6 – QUESTION ET CADRE DE REPONSE.....	6
-	Article 7 – MODALITE DE COORESPONDANCE.....	6
-	Article 8 – ACTIONS POTENTIELLEMENT RÉALISÉES À L'ISSUE DE L'APPEL À COMPÉTENCE.....	7
-	Article 9 – GLOSSAIRE.....	8
-	Article 10 – ANNEXE 1 – CADRE REPONSE.....	8

Article 1 - AVERTISSEMENT

Le présent appel à compétence, par sa Demande d'Informations (DI) ne constitue ni une consultation, ni un appel d'offres, ni un quelconque engagement de l'État à lancer ultérieurement une opération ou une contractualisation sur l'objet de la présente DI.

À ce stade amont de la réflexion, la réponse des « opérateurs compétents » à cette DI est une démarche volontaire et non discriminante. La présente DI s'adresse aux « opérateurs compétents » de l'Union Européenne .

Réciproquement, les réponses à la DI ne constitueront pas des engagements contractuels ou pré-contractuels de la part de leurs auteurs.

Les « opérateurs compétents » seuls ou en groupement sont informés qu'ils ne peuvent prétendre à aucune indemnité, et/ou rémunération, et/ou remboursement de frais pour les prestations réalisées dans le cadre des travaux qu'ils engageraient pour répondre à cette DI (y compris la remise de leurs réponses, les entretiens éventuels en présentiel ou distanciels qui pourraient s'ensuivre).

Les sociétés souhaitant répondre à la présente DI peuvent le faire, sur tout ou partie du périmètre, même si elles n'apportent pas de réponse à l'intégralité des besoins exprimés.

Article 2 - CONTEXTE

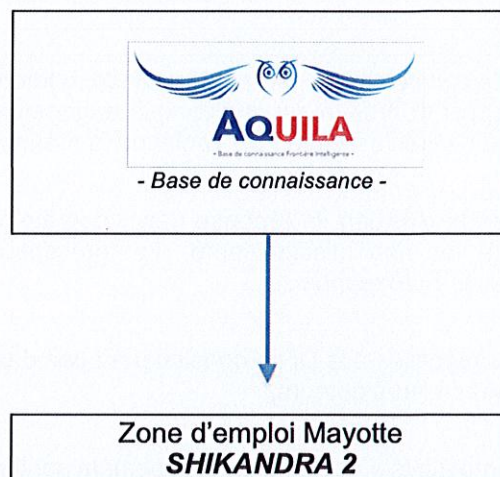
La sécurisation des frontières maritimes est un enjeu majeur pour la protection des territoires insulaires et en particulier celles de Mayotte.

Dans le cadre du programme Frontières Intelligentes du ministère de l'Intérieur, une base de connaissance exhaustive recensant l'ensemble des technologies de sécurité maritime ayant atteint un niveau de maturité maximal (TRL9) est en cours de réalisation. Il s'agit de la base de connaissance AQUILA.

AQUILA vise à regrouper l'arsenal des solutions les plus avancées et éprouvées, s'appuyant sur des innovations technologiques pour renforcer la lutte contre l'immigration clandestine. Régionalisée en fonction des besoins, AQUILA est utilisée pour chaque zone d'emploi au travers d'un projet dédié. La zone d'emploi du présent RFI porte le nom de SHIKANDRA 2 et concerne Mayotte.

L'architecture envisagée pour SHIKANDRA 2 sera le fruit d'une sélection rigoureuse des briques technologiques les plus adaptées, provenant d'une série de RFI (Request for Information) dont le présent RFI dédié à la réalisation et au déploiement d'un centre de commandement et de contrôle (C2).

L'approche privilégiée pour SHIKANDRA 2 se fonde sur la recherche de solutions simples, efficaces, intégrables, évolutives et maintenables à moindre coût pour le ministère de l'Intérieur. Cette approche modulaire permettra d'assembler un ensemble cohérent et fonctionnel, combinant diverses technologies sélectionnées pour répondre aux défis spécifiques de la surveillance maritime à Mayotte.



Article 3 - Les besoins de la préfecture de Mayotte

Une réflexion est engagée à titre exploratoire par le ministère de l'Intérieur dans le cadre du renforcement des capacités de surveillance nocturne en milieu maritime à Mayotte, l'EMOLIC lance ce RFI pour l'acquisition de jumelles de vision nocturne spécifiquement adaptées aux conditions environnementales maritimes et tropicales.

L'EMOLIC souhaite en effet disposer, pour couvrir ses besoins, d'un système de vision nocturne, de type monoculaire micro-compacte, pour la surveillance nocturne, la conduite nocturne d'embarcation maritime et l'observation.

- Des jumelles à vision nocturne qui offrent une haute résolution et une image claire et lumineuse dans des conditions environnementales défavorables.

Article 4 - Exigences Fonctionnelles

1. Vision Nocturne Haute Performance :

Fourniture de jumelles de vision nocturne offrant une qualité d'image haute résolution et une vision claire dans des conditions de faible luminosité, voire en obscurité totale = nuit sans lune.

2. Adaptation au Milieu Maritime :

Conception et fabrication de jumelles résistantes aux environnements maritimes, avec une étanchéité et une protection contre l'humidité, le sel et les conditions météorologiques changeantes.

3. Poids

Le poids de la jumelle avec batterie doit être inférieur à 400gr (sans bonnette de protection et bouchon d'objectif).

4. Robustesse

Les pièces mécaniques de la jumelle doivent être en aluminium dur pour créer un dispositif robuste. Les lentilles externes dans le canal optique de l'appareil doivent être en verre, afin d'optimiser la durabilité dans le temps.

5. Capacités du tube intensificateur d'image

L'intensificateur d'image doit impérativement être de niveau GEN 3, haute performance, d'une durée de vie minimum de 9500 heures. Le diamètre minimal de photocathode utile et d'écran au phosphore doivent être au minimum 16 mm et d'un diamètre maximal de 18 mm.

6.Application PC

La jumelle doit fournir au travers d'une application PC un compteur numérique d'heures de fonctionnement pour la durée réelle d'utilisation des tubes intensificateurs d'image. Cette fonctionnalité est extrêmement importante du point de vue de la logistique et de la maintenance.

7 .Tilt OFF

Arrêt automatique quelle que soit la position du casque

Lorsque la jumelle bascule jusqu'à la position de rangement, un mécanisme interne doit pouvoir éteindre l'appareil sans une action volontaire de l'opérateur. Lorsque l'appareil revient en mode opérationnel, il doit s'allumer immédiatement.

8. Contrôle manuel du niveau de gain

La jumelle doit disposer d'un contrôle manuel du niveau de gain.

9. Opération d'une seule main

La jumelle doit pouvoir être utilisée d'une seule main sachant qu'elle a vocation à être utilisée par des opérateurs qui auront plusieurs tâches à accomplir simultanément. Tous les éléments de commande doivent IMPÉRATIVEMENT être constitués de surfaces et par des matériaux ANTIDÉRAPANTS. Il doit être possible d'utiliser les jumelles de vision nocturne sans AUCUNE restriction d'une seule main ainsi qu'avec des gants.

10. Bande spectrale

La bande spectrale doit être comprise entre 400nm et 950nm

10.11. Champ de vision

Champ de vision (FOV) $\geq 40^\circ$

10.12. Décalage d'image

Le décalage de l'image doit être inférieur à $0,25^\circ$ pour n'importe quelle direction

10.13. Grossissement

La magnification doit être de $X1 \pm 0,05''$

10.14. Mise au point

La mise au point de l'objectif doit être de moins de 30cm à l'infini.

10.15. Distorsion

La distorsion dans le champ de vision total doit être de $5\% \pm 1\%$.

10.16. Facteur de mérite (FOM)

- Offre de support technique pour l'installation, la maintenance et la résolution des problèmes éventuels.

Durée de garantie et disponibilité du service après-vente.

11. Coût et Financement :

Proposition de coût pour l'acquisition patrimoniale de 10 / 50 / 100 / 200 jumelles avec les fonctionnalités décrites précédemment.

Article 5 - Modalité de mise en œuvre de l'appel à compétence

Dans le cadre de l'appel à compétence, la présente demande d'information (DI) constitue la première étape de la consultation des fabricants /installateurs / équipementiers de solutions de jumelles à vision nocturne afin de sonder la capacité du marché à répondre en tout ou partie des besoins de la préfecture de Mayotte.

Les réponses obtenues permettront d'identifier des solutions techniques (équipements) novatrices et aptes à une utilisation sur le terrain. Les fournisseurs peuvent aussi proposer d'eux-mêmes des fonctionnalités complémentaires, qui pourraient apporter des capacités utiles à l'action LIC.

Cette DI s'adresse aussi bien aux opérateurs leaders sur le marché qu'aux startups, TPE, PME, centre de recherche ou toute autre entité située en France ou au sein de l'Union européenne.

Article 6 - Question et cadre de réponse

Les réponses des opérateurs compétents seront structurées en suivant le cadre en annexe du présent document.

Article 7 - Modalité de correspondance

7.1 Objectif de la demande d'information

La DI est volontairement rédigée de manière à présenter les besoins de la préfecture de Mayotte pour son projet de jumelles à vision nocturne et ne présente qu'une orientation vers des solutions.

L'objectif recherché est de laisser une liberté de réponse sans brider les propositions.

Les « opérateurs compétents » sont invités à apporter un maximum d'éléments pour étayer leur réponse (niveaux de service, incidence sur les prix, contraintes, points d'attention, etc).

7.2. Demande de précisions relatives à la demande d'informations

Les « opérateurs compétents » peuvent demander des précisions, d'ordre administratif ou techniques sur cette DI, qu'ils jugent utiles à l'établissement de leur réponse.

Le cas échéant, la demande de précisions doit être adressée à la préfecture de Mayotte par voie dématérialisée, via la plate-forme des achats de l'État : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

La préfecture de Mayotte se réserve la possibilité d'apporter les réponses nécessaires. Ces réponses seront transmises collégialement aux entreprises s'étant inscrites dans cette démarche d'appel à compétence et ce, par voie électronique.

7.3. Remise de la réponse sur PLACE

Les « opérateurs compétents répondants » remettent leur réponse par dépôt sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. La préfecture de Mayotte ne souhaite qu'un seul exemplaire électronique de la réponse.

7.4 Demande de précisions sur la teneur des réponses

La préfecture de Mayotte peut demander aux « opérateurs compétents répondants » de préciser la teneur de leur réponse. Ces demandes sont adressées aux « opérateurs compétents » via la PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr> et les éléments de réponses sont également transmis par cette plateforme. Ils peuvent aussi demander des précisions à la préfecture de Mayotte par voie dématérialisée, via les adresses courriels suivantes

Thibaut.mylander@mayote.pref.gouv.fr

Carol.furgal@interieur.gouv.fr

Franck.junca@interieur.gouv.fr

7.5. Envoi des réponses

L'« opérateur compétent répondant » fournira une réponse unique, transverse et raisonnée sur l'ensemble de la problématique présentée dans la présente Demande d'Information (DI).

La réponse à la DI peut être une réponse groupée, à laquelle participent plusieurs opérateurs compétents, selon des modalités librement définies par les membres du groupement.

Les sociétés souhaitant répondre à la présente Demande d'Information, peuvent le faire, sur tout ou partie du périmètre, même si elles n'apportent pas de réponse à l'intégralité des besoins évoqués précédemment. La réponse est impérativement en français. Les réponses des « opérateurs compétents » devront être remises au plus tard le 22 mars 2024 à 14h00 selon les modalités prévues dans le présent document, avec des fichiers compatibles avec les logiciels de bureautique Microsoft Office, Libre office ou au format « PDF ».

7.6. Organisation d'entretiens individuels avec les « opérateurs compétents répondants »

A l'issue de la réception des réponses aux demandes d'informations, l'administration se réserve la possibilité de contacter les « opérateurs compétents répondants » afin de réaliser un entretien avec eux sous la forme d'une audioconférence (il vous sera communiqué le numéro de téléphone (numéro non surtaxé) et le code d'accès associé par courriel d'invitation ou par question directement posée sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Article 8 - ACTIONS POTENTIELLEMENT RÉALISÉES À L'ISSUE DE L'APPEL À COMPÉTENCE

La campagne d'évaluation qui pourraient éventuellement être menée à l'issue de l'appel à compétence auprès de certains « opérateurs compétents répondants » ne constitue en aucune façon un engagement de l'État à acquérir ultérieurement la ou les solution(s) présentées(s) à cette occasion.

Toute acquisition future sera menée dans le respect des règles de concurrence, conformément aux procédures prévues par la réglementation en matière de marchés publics.

Article 9 - Glossaire

GMAO : Gestion de la maintenance assistée par ordinateur

Article 10 - ANNEXE 1 – CADRE REPONSE

- Les réponses des opérateurs compétents seront structurées en suivant scrupuleusement le format proposé ci-dessous :

1. Information sur l'opérateur compétent :

1.1 Informations générales – Identification de l'opérateur

- Raison sociale	-				
- Date de création de la société	-				
- Domiciliation de la société	-				
- Adresse postale	-				
- Pays	-				
- Numéro RCS ou équivalent	-				
- Nom du contact pour cette DI	-				
- Téléphone portable	-				
- Téléphone fixe	-				
- Adresse mail du contact	-				
- Êtes-vous favorable à un entretien individuel dans l'éventualité où l'administration souhaiterait l'organiser avec votre société	<table border="1"><tr><td>- OUI</td><td>- NON</td></tr><tr><td>-</td><td>-</td></tr></table>	- OUI	- NON	-	-
- OUI	- NON				
-	-				

• Si le siège de votre société n'est pas domicilié en France :

- Avez-vous des filiales en France ?

• Où sont situés vos sites de production et plus particulièrement ceux en lien avec votre activité liée avec l'objet du présent appel à compétence ?

• Veuillez **présenter succinctement l'organigramme de votre entreprise** ci-dessous ou joindre un document dans votre réponse à cet effet :

L'opérateur compétent doit décrire son organisation interne, ses domaines de compétence et donner une indication sur les moyens humains consacrés aux opérations ou programmes en relation avec l'objet de la présente DI (R&D, production...).

2. Informations générales – Informations financières

Nom des actionnaires principaux	Part du capital
-	-
-	-
-	-
-	-

Années	Chiffre d'Affaires (dont relatif à l'objet de la présente DI)	Effectifs moyens (dont relatifs à l'objet de la présente DI)
2022	-	-
2021	-	-
2020	-	-

3. Informations spécifiques

- Quelle est l'ancienneté sur ce type de prestations et moyens humains affectés ?
- Positionnement par rapport à la concurrence : points forts, valeur ajoutée par rapport à vos concurrents ?
- Principaux clients sur ce type de prestations ?
- Projection de vos prestations dans les 5 années à venir ?

Remarque : dans le cas d'une réponse conjointe de plusieurs opérateurs compétents, les éléments demandés dans cette section sont à fournir pour chacun des opérateurs impliqués dans le groupement.

2. Information sur la solution technique de l'opérateur compétent :

2.1. Données générales / Cameras de surveillance terrestre

Données générales		
QUESTIONS		OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
A1	Quel est le type de liaison de données utilisée pour la transmission des données (flux vidéo, photo et message texte) ?	
A2	Quel est le protocole d'encodage des vidéos ?	
A3	Quel est le format des messages ?	

A4	Est-il possible de piloter à distance les caméras ?		
A5	Quel est le facteur de forme de la caméra ?		
A6	Avec quelle(s) norme(s) de protection environnementale la caméra est-elle conforme ?		
A7	Quelle est la source d'alimentation de la caméra ?		
A8	Quelle est l'autonomie de fonctionnement ?		
A9	La caméra est-elle résistante aux chocs et aux vibrations ?		
A10	Disposez-vous de références commerciales ?		
A11	Quel est le processeur utilisé ?		
A12	Quelle est la carte graphique utilisée ?		
A13	Quelle est la résolution ?		
A14	Existe-t-il des capacités WIFI ?		
A15	Quelles sont les capacités de stockage des données sur la caméra (disque dur, carte mémoire, etc) ?		
A16	Quelle est la température de fonctionnement ?		
A17	Quelle est la température de stockage ?		

A1 8	Quel est le niveau de disponibilité des pièces de rechanges ?		
A 19	Quelles sont les certifications de votre caméra ?		
A2 0	Où est hébergé le cloud ?		
A2 1	Quel est le logiciel utilisé sur la tablette ou le PC des opérateurs ?		
A2 2	Pouvez-vous décrire l'application PC de contrôle (IHM, fonctionnement) ?		
A2 3	Quelles sont les DRI d'une cible humaine ?		
A2 4	Quelles sont les DRI d'une plaque d'immatriculation ?		
A2 7	Quel est le niveau d'humidité maximum ?		
A2 8	Quel est le pourcentage de sel dans le brouillard salin acceptable ?		
A3 0	Quelle est la liste de vos accessoires ?		
A3 1	Vos techniciens et spécialistes communiquent-t-ils en langue française ?		
A2 4	Votre produit est-il ITAR FREE ?		

2.2 Impact financier

Impact financier : définir les différents impacts financiers des questions posées ci-dessus, notamment			
QUESTIONS		RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
B1	Quel est le coût estimé du dispositif complet que vous proposez ? Plusieurs versions sont envisageables ?		
B2	Quel est le coût estimé d'un prêt in situ de plusieurs mois ?		
B3	Quel est le coût d'une journée de formation ? Pour combien de personnes ?		

2.3 Autres informations éventuelles (forme libre)

L'opérateur compétent peut fournir toute information complémentaire et pertinente en regard de la présente DI.

Si le dispositif proposé par votre société présente des aspects non abordés par les précédentes questions, vous pouvez les détailler :	
M 1	- - - - - -

A DZAOUDZI, le 21/02/2024

Pour le Préfet, et par délégation
Le sous-préfet, chargé de la Lutte contre l'Immigration Clandestine

FREDERIC SAUTRON